

Rapport Pierre Laurent

Conseil national du 23 janvier 2014

Chers camarades,

Je dois d'emblée souligner l'importance de notre réunion d'aujourd'hui. Après les dernières annonces présidentielles, chacun le sent bien, l'année 2014 qui débute sera une année charnière dans le quinquennat.

Deux élections majeures vont se tenir dans les prochains mois : les élections municipales, celles dont les français se sentent le plus proches, dans deux mois, et les élections européennes, après quatre années d'une crise dramatique dans toute l'Union européenne, dans 4 mois.

Le climat politique et économique de ces deux élections est très lourd et rend l'avenir politique très instable.

Vingt mois après l'élection de François Hollande et la nomination du gouvernement de Jean-Marc Ayrault, la côte de popularité de l'exécutif reste au plus bas. Le pays est déprimé socialement et politiquement. La France de 2013 a été celle des 1 000 plans de licenciements, de la non inversion de la courbe du chômage avec plus de 5 millions de chômeurs, de la loi sur l'ANI qui facilite aujourd'hui la tâche des licenciés, d'un nouveau recul du droit à la retraite, des 20 milliards de cadeaux nouveaux du patronat avec le CICE, de l'augmentation injuste de l'impôt sur le revenu et de la TVA .

Et pour quel résultat ? Aucune amélioration tangible. Pour l'essentiel des salariés du pays, les quelques avancées enregistrées dans telle ou telle loi ne pèsent pas lourd face au maintien du cap de l'austérité et de la pression contre les revenus salariaux.

Devant tant de renoncements gouvernementaux, 2013 a été pour beaucoup l'année de la déception et de l'amertume.

Et que nous annonce le Président de la République depuis ses vœux du 31 décembre ? Qu'il veut avancer « plus vite et plus fort » dans la même direction. Le Medef et les milieux patronaux applaudissent. Le monde du travail, lui, s'enfonce dans l'inquiétude.

Le pacte de responsabilité, s'il était mis en œuvre, constituerait un très grave recul pour notre modèle social et républicain, pour le monde du travail, pour toute la gauche française.

Il est clair et net que nous n'avons pas l'intention de l'accepter et de nous y risquer. Nous avons donc un formidable défi à relever : empêcher ce recul et maintenir ouverte la voie dans notre pays vers une politique alternative de gauche, seule à même de sortir notre pays de la crise.

Que prévoit en effet le pacte ?

- Une baisse massive des revenus salariaux, baptisés on le sait par le patronat « coût du travail », avec la suppression du financement par le patronat de la branche famille de la protection sociale. Le coût se monte à 35 milliards d'euros comprenant les 20 milliards déjà accordés au titre du CICE.
- Une nouvelle diminution du taux de l'impôt sur les sociétés, qui devrait être confirmée lors des Assises de la fiscalité des entreprises, qui se tiendront fin janvier. Elle vise à exonérer d'impôt la hausse des marges, qui va provoquer la baisse des cotisations patronales.
- Une baisse drastique de 53 milliards d'euros des dépenses publiques pour 2015, 2016 et 2017. Cela concerne toutes les dépenses publiques : budgets publics de l'État, dotations aux collectivités locales qui seraient désormais allouées avec un système de malus pour celles qui ne réduisent pas assez vite leurs dépenses, freinage accentué des dépenses d'assurance maladie.

Les réformes institutionnelles annoncées avec regroupement de régions et suppression de départements participent doublement de cet objectif : en accélérant là où c'est possible la suppression des emplois et des services publics en concentrant les pouvoirs et en les éloignant encore des citoyens pour mieux piloter la restructuration à la baisse des dépenses publiques.

Nous devons être très clairs avec les français. L'ensemble de ces sommes, soit près de 100 milliards d'euros seront prélevées d'une manière ou d'une autre sur les revenus des ménages. Nous sommes exactement dans l'ordre de grandeur exigé par Pierre Gattaz au nom du Medef. Les conséquences en matière de creusement des inégalités vont être terribles, car outre les allocations familiales dont le devenir est aujourd'hui suspendu, les remboursements d'assurance maladie qui vont encore diminuer, ce sont tous les moyens de services publics nationaux, régionaux, départementaux et locaux qui vont être amputés.

Il s'agit bel et bien d'un compromis historique passé entre le Médef et le gouvernement, dont l'objectif déclaré est d'augmenter les marges, autrement dit les profits, au détriment des salaires, de la protection sociale et des dépenses de services publics.

Voilà ce qu'ils appellent dans leur jargon, « la politique de l'offre », et que François Hollande a habillée de toutes les vertus, en déclarant « il est temps de régler le principal problème de la France, sa production ». Le problème c'est que cette politique ne réglera pas le problème de l'offre productive nationale, qui est ici volontairement confondue par François Hollande et le Médef avec la compétitivité uniquement entendue comme la course aux plus bas coûts salariaux.

Or, si les bases productives nationales se dégradent, si le taux d'investissements des sociétés non financières a baissé de 31,5% en 2008, à 28,4% en 2012, il sera difficile de nous expliquer que les salaires et les cotisations sociales qui n'ont cessé de baisser dans la même période en soient la cause.

En vérité, le raisonnement patronal et présidentiel fait l'impasse sur deux causes majeures de dégradation de l'activité productive nationale : l'extrême faiblesse de la demande en France et en Europe, liée aux politiques d'austérité et de chômage, et le niveau asphyxiant des prélèvements financiers (dividendes, intérêts financiers, coût du crédit bancaire).

Non seulement, le pacte Hollande-Medef ne traite pas ces causes, mais il va dégrader encore la demande et encourager les entreprises à redresser leurs marges contre les salaires en continuant à accentuer les gâchis du capital.

Le Président de la République a beau d'ailleurs fait ronfler les mots sur les contreparties. Il n'y a rien que du vent. Le Medef le répète à qui veut l'entendre qu'il ne s'engage sur rien.

Il faut même craindre que les négociations de branche soient l'occasion de nouveaux chantages patronaux pour monnayer davantage de flexibilité et de précarité.

François Hollande fait également totalement l'impasse sur l'échec avéré de telles politiques. Nous avons 20 ans de politiques de réduction des cotisations patronales élevées avec plus de 250 milliards d'euros de cadeaux.

Ainsi, les allègements Fillon de 2013 sur les salaires inférieurs ou égaux à 1,6 du SMIC coûtent chaque année 22 milliards d'euros. Selon l'hypothèse similaire, une étude de l'OFCE, ils n'auraient créé que 300 000 emplois. Le coût unitaire de ces emplois est aussi de 75 000 euros, pour des emplois généralement peu qualifiés et précaires, pour des salaires qui coûtent en moyenne à l'entreprise 25 000 euros bruts chargés.

Tous ces allègements servent donc des rentes indues au capital en tirant vers le bas la condition de milliers de salariés. Une étude économique récente estime que le « surcoût du capital », c'est à dire la part des dividendes et intérêts versés qui, selon les auteurs, ne rémunère ni un service économique rendu, ni un risque pris par le prêteur, se chiffre entre 94 et 140 milliards d'euros. Or, la part des dividendes dans la valeur ajoutée a explosé et est maintenant supérieure à celle des investissements.

Voilà pourquoi, le « pacte de responsabilité » n'en est pas un et qu'il va au contraire encourager la déresponsabilisation sociale et publique des entreprises. Il sera un coup d'épée dans l'eau face à la marée du chômage et de la précarité, mais il coûtera très cher au monde du travail et aux finances publiques.

François Hollande aura beaucoup de mal à nous vendre ce pacte pour une politique de gauche. La vérité, c'est que le Président de la République a renoncé à faire reculer le pouvoir des actionnaires et de la finance, qu'il désignait au Bourget comme l'adversaire, et qu'il cherche aujourd'hui à nous vendre un impossible compromis entre ces logiques financières et le redressement national.

Les profiteurs du système sont arc-boutés pour empêcher qu'on les dessaisisse de leurs pouvoirs et de leurs privilèges. La seule manière de lever les entraves qui empêchent la France et ses travailleurs de retrouver le sens du progrès humain, c'est pourtant de s'y attaquer. C'est plus que jamais l'urgence. C'est à cela que tourne le dos le pacte de responsabilité.

On a beaucoup glosé sur la nature politique des annonces de François Hollande « tournant », « outing », autrement dit, « aveu public d'un choix déjà ancien », « social démocrate », « social libéralisme », « libéralisation. Rappelons tout de même qu'il est dans la nature même de la sociale démocratie de céder quand la pression du capital est trop forte et celles des forces sociales trop faibles. Et que François Hollande a toujours été du côté de ceux qui ont cherché la « normalisation » d'une gauche française à ses yeux trop éloignée des canons de la sociale démocratie européenne.

Nous assistons donc à une nouvelle offensive d'ampleur pour imposer au Parti socialiste tout entier, à la gauche française, syndicale et politique, aux forces du monde du travail qui se reconnaissent dans les combats historiques de la gauche française, une « aggravation » politique et idéologique qui les ferait renoncer durablement à toute ambition sérieuse de transformation sociale. François Hollande va utiliser à fond pour cela sa posture hyper-présidentielle, celle qu'il avait critiquée dans la campagne ou parlant de « Président normal » pour imposer à ses propres partisans ou électeurs ce tournant. Il usera aussi à fond de l'exemple de la grande coalition allemande pour vendre l'Union sacrée autour de son pacte.

Son objectif est de jeter les bases pour 2017 d'une nouvelle majorité politique qui n'existe pas aujourd'hui, en tout cas pas à gauche, pour soutenir son projet politique.

Nous entendons relever ce défi. Notre objectif doit être de convaincre notre peuple qu'un autre chemin est possible pour la France, pour la gauche, comme nous avons su le faire en 2005 sur le TCE ou en 2010 sur les retraites.

Pas question pour nous d'abandonner le terrain. Le pacte de responsabilité de François Hollande, ce n'est pas la gauche française, ce n'est pas la gauche que souhaite notre pays.

François Hollande engage la bataille, mais il ne l'a pas gagnée, loin s'en faut. À nous de la mener, avec l'ambition nécessaire.

Notre ambition est plus que jamais d'ouvrir une autre voie, pour sortir de cette impasse et redresser le pays. Et nous en savons la France capable. Capable, parce qu'elle a les moyens et que les forces de gauche existent. Ceux qui continuent de faire miroiter des illusions sur les résultats de cette politique font perdre un temps précieux aux Français et à la gauche. Le temps viendra irrévocablement du rassemblement national pour une autre voie, plus juste, plus solidaire, plus efficace.

C'est à cette nouvelle voie, à cette alternative de gauche à la politique actuelle d'austérité et de compétitivité, que nous consacrons tous nos efforts.

A tous ceux qui refusent la voie sans issue de l'austérité, à tous ceux qui prennent conscience du fiasco dans lequel elle nous engage, à tous ceux dont les doutes grandissent chaque jour, aux socialistes et aux écologistes qui ne se reconnaissent plus dans ces choix ouvertement socio-libéraux, aux salariés qui

comprennent que plus aucun progrès social ne sera possible si on s'enferme dans ces choix, nous devons tendre la main et proposer un pacte de solidarité, un pacte pour travailler sans tarder à la reconstruction d'une politique de gauche qui alliera justice fiscale et sociale, nouveau modèle productif, transition écologique et nouvelle vie démocratique.

A toutes et tous, nous disons que nous sommes une majorité suffisante dans ce pays, pour ouvrir une autre voie et que le temps est venu de faire de nos espoirs isolés une force unie et rassemblée.

Alors comment avancer ?

En nous unissant d'un même mouvement pour refuser la politique qui nous est proposée et porter en avant des autres solutions, des solutions de gauche.

En ce sens, oui, nous sommes bien plus qu'une opposition de gauche à cette politique. Oui, nous nous opposons à la voie choisie, et nous voterons contre ce pacte sans hésiter. Mais nous sommes indissociablement une solution de gauche, la solution pour une alternative de toute la gauche à la voie sans issue de l'austérité.

Dans les mois à venir, nous serons donc sur tous les fronts avec la volonté de construire en toutes circonstances les rassemblements les plus larges possible, sans jamais opposer le travail pour une perspective alternative de gauche et tous les rassemblements partiels qui nous permettront d'avancer. Le périmètre de ces rassemblement ne sera peut-être pas toujours identique, l'essentiel est qu'ils permettent d'encourager la mise en mouvement du plus grand nombre.

Face à la dérive libérale de François Hollande, notre devoir est d'amplifier notre travail de rassemblement. Nous disons à tous nos collègues, voisins, amis de gauche, rassemblons nous au-delà de nos différences autour de l'essentiel : sauver la France, sauver la gauche, de la déroute annoncée.

Oui, c'est le moment. L'heure n'est plus à attendre ce qui ne viendra pas. L'heure n'est pas non plus à se contenter de dénoncer la catastrophe programmée. « Au-delà de nos différences, de nos débats, nous qui voyons venir le pire sans nous y résoudre, travaillons ensemble à un pacte de solidarité pour un autre avenir », voilà l'appel que nous lançons.

Cet appel, nous l'adressons à toutes celles et ceux, qui désespèrent de n'être jamais entendus, lassés et écœurés de tous ces mouvements, de toutes ces belles paroles trahies, ne se retrouvant plus dans l'action politique, ne font plus confiance aux partis.

Et nous disons à tous ceux qui voient dans le Front national le recours à cette faillite généralisée, n'attendez rien de bon de Marine Le Pen qui n'endosse le costume de la contestation populaire que pour mieux diviser, semer la haine et, demain, faciliter la tâche de tous ceux qui veulent perpétuer la loi libérale du plus fort.

Comment avancer et dans quelles directions prioritaires ? Je veux souligner celles qui devraient nous occuper au premier chef dans le semestre à venir.

Engager sans tarder la bataille contre le pacte de responsabilité, l'austérité et les licenciements et pour les salaires, l'emploi et les services publics.

Je viens de dire les raisons de notre opposition au pacte Hollande. Cela appelle une très grande campagne d'explication dans tout le pays.

Nous devons la mener en toutes occasions, sur tous les terrains.

Dans tout le pays, nous sommes aux côtés de salariés en lutte pour leurs emplois, de populations frappées par la précarité, et d'usagers en lutte pour les services publics.

Chaque terrain de lutte doit être utilisé pour démontrer l'injustice et l'inefficacité du pacte Hollande et

rassembler pour un autre pacte de social.

Notre campagne contre le coût du capital, lancée à la Fête de l'Humanité, est d'une brûlante actualité. Elle est la réponse aux arguments du Medef relayé aujourd'hui par l'Élysée. Elle trouve aujourd'hui de l'écho dans le monde syndical avec la campagne lancée par la CGT sur le même thème, et chez de nombreux acteurs de la gauche sociale et politique quand ils en ont connaissance.

Elle doit nous permettre de rassembler sur des contre-propositions. Je pense notamment à la remise à plat de toutes les exonérations fiscales et de cotisations sociales des entreprises avant tout nouveau cadeau ; à notre projet de loi d'interdiction des licenciements boursiers. À nos propositions de modulations des cotisations sociales pour l'emploi en lieu et place des cadeaux sans contre partie, à la mobilisation du crédit bancaire à taux réduit voire nul pour financer la relance d'activités utiles et matières d'emploi.

Nous pouvons chaque jour, argumenter logique contre logique, et montrer une piste de solution alternative possible.

Je pense évidemment à notre bataille sur la fiscalité avec la signature de la carte pétition contre la hausse de la TVA, liée cela à l'initiative du Front de gauche et notre campagne pour des États généraux de la justice fiscale. Le gouvernement accélère son calendrier pour mettre en œuvre son pacte dans la loi de finances 2015.

Nous voulons réunir, avec le Front de gauche, avec toutes les forces politiques, syndicales, associatives qui veulent être partie prenante de notre démarche, construire en juin 2014 des États généraux de la justice fiscale porteurs d'une autre logique : la justice fiscale contre les gachis du capital.

Un groupe de travail a été mis en place par la direction nationale, animé par Marc Brynhole associant nos deux groupes parlementaires, est déjà très actif à rassembler nos propositions et multiplie les auditions de syndicalistes.

Courant février, en élargissant encore les sollicitations, nous voulons construire un comité de préparation large et pluraliste de ces États généraux ouverts à toutes les sensibilités de la gauche. Il s'agit d'une initiative majeure dont la portée peut se révéler considérable dans la durée, si nous ne renonçons pas à son ambition initiale.

Je pense encore à la bataille pour la protection sociale et son financement qui devient désormais centrale après les annonces présidentielles. Allocations familiales, hôpitaux, remboursements, retraites, indemnisation chômage... tout est sur la table.

La bataille du financement, le principe même de la cotisation patronale et de l'universalité des droits, des acquis fondamentaux du Conseil national de la résistance sont maintenant au centre du combat. Nous avons des propositions fortes en la matière qui doivent porter haut dans le débat public, en refusant la culpabilisation des salariés. Ce sont en vérité des choix de société qui sont en cause. Oui, nous considérons qu'il est utile et juste de consacrer une part importante de la richesse créée par les travailleurs à leur vie en bonne santé, à leur bien-être. Non, les richesses ne sont pas créées pour alimenter la pompe à finances des dividendes.

Je pense enfin à la bataille pour les services publics qui sont gravement menacés par l'annonce des 53 milliards de réduction de dépenses publiques et les réformes institutionnelles envisagées.

Les services publics sont la condition indispensable du droit à l'émancipation pour tous, de la liberté de choix pour tous. C'est l'antidote contre toutes les inégalités qui ravagent la société.

Culture, éducation, enseignement supérieur et recherche, sport pour tous sont dramatiquement mis en danger quand ils deviennent au contraire chaque jour les conditions du libre épanouissement de chacun. Nos batailles doivent s'amplifier là aussi.

Sur tous ces enjeux centraux, nous devons favoriser la convergence et les rassemblements les plus larges,

c'est pourquoi, nous avons proposé que le Front de gauche se consacre finalement début février à appuyer de toutes ses forces la réussite des mobilisations syndicales engagées, notamment dans la journée du 6 février. C'est le sens de ma présence avec Jean-Luc Mélenchon à Marseille, le 18 janvier dernier.

Deuxième axe de campagne : contre l'attaque en règle contre les collectivités locales, pour un nouvel essor de la démocratie pour la VI^e République.

Le pacte Hollande s'accompagne d'une double offensive : contre les collectivités locales, leurs repères de services publics et le tissu démocratique qu'elles représentent ; et pour une nouvelle accentuation de la présidentialisation du régime.

En 2010, Nicolas Sarkozy identifiait déjà dans les collectivités locales un double verrou à faire sauter : celui du maintien d'un haut niveau de dépenses de services publics et d'investissements publics ; celui d'une proximité démocratique qui rendait difficile de s'y attaquer.

Ce fut le fameux thème du « mille-feuilles » aujourd'hui repris mot pour mot par François Hollande et Jean Marc-Ayrault.

L'offensive va désormais être maximum dans la foulée de l'adoption de la loi sur les métropoles. Réduction de budget et concentrations autoritaires vont devenir la règle avec un seul objectif : réduire le volume de l'investissement public, avec des conséquences désastreuses pour les populations. C'est l'égalité dans la République qui est directement mise en cause par ces projets.

Ce n'est pas un hasard si pour mener à marche forcée ces réformes autoritaires, François Hollande retrouve les vertus d'un présidentialisme forcené qui pourrait tout diriger et tout arbitrer.

Nous devons nous opposer fermement à ces idées. Nous n'accepterons pas le gouvernement par ordonnances. Nous n'accepterons pas les regroupements autoritaires de collectivités.

Nous ne sommes pas des partisans du status-quo. Nous voulons des collectivités coopératives libres, de plein exercice, et non des relais sous tutelle des administrations centrales. Nous voulons des collectivités où les citoyens décident, où les élus sont respectés parce qu'ils construisent des choix avec les citoyens.

Aussi, nous exigeons la consultation par référendum des populations sur toute suppression de collectivité régionale ou départementale. C'est évidemment vrai pour les 4 départements de la métropole parisienne aujourd'hui directement dans le collimateur, après celui du Rhône arbitrairement charcuté sans consultation.

Ces questions seront évidemment au centre des batailles électorales locales sur lesquelles je reviendrai.

Troisième axe de bataille : pour les droits des femmes, pour le droit à l'avortement.

Je veux maintenant insister sur la riposte d'ampleur qu'il convient d'initier en faveur des droits des femmes.

Les politiques annoncées vont directement impacter les femmes qui sont déjà les premières victimes de la précarité, du chômage, et des bas salaires.

Les quelques améliorations enregistrées dans la loi sur l'égalité, votée au Parlement, sont loin de faire contrepoids aux dégâts provoqués quotidiennement dans la vie des femmes par l'austérité.

A cette situation s'ajoute désormais une offensive réactionnaire de très grande ampleur à l'échelle européenne contre les droits des femmes, singulièrement le droit à l'avortement.

Nous avons perçu les prémices de cette offensive dans les mobilisations réactionnaires et les arguments sexistes contre le mariage pour tous.

Aujourd'hui, il faut riposter vite, fort et le plus largement possible.

Nous nous impliquerons donc totalement dans les manifestations du 1^{er} février et devons préparer de nouvelles mobilisations pour le 8 mars.

Quatrième axe de bataille : une mobilisation européenne est envisagée pour début mai.

Les ravages de la crise, l'instrumentalisation politicienne des divisions dans la société créent une menace sérieuse pour de nouvelles flambées racistes. L'Europe nous en offre des témoignages quotidiens.

Les attaques contre Christiane Taubira, la dédramatisation orchestrée du Front national, la banalisation dans le discours politique de thèses racistes ou discriminatoires à l'égard de l'Islam et des noms ont déjà constitué de sérieuses alertes. Le terreau des frustrations, des déchirures, fécondé par la crise politique où toutes les promesses semblent inexorablement être vouées à la trahison nourrit ce danger. La défiance à l'égard de la politique qui grandit est du pain béni pour les discours populistes.

L'affaire Dieudonné a agi comme un double révélateur. De la banalisation inquiétante et renouvelée de l'antisémitisme, d'un part, notre vigilance doit être intacte et notre mobilisation totale. Jamais le Parti communiste français n'a failli face à l'antisémitisme.

De l'ampleur des frustrations, dans une partie grandissante de la jeunesse française, face à l'impunité dont jouissent bien trop de discriminations. Le sentiment d'un « deux poids, deux mesures » de plus en plus insupportable qui peut devenir le prétexte à une autre division, la compétition des racismes, des victimes.

Là aussi, nous devons nous dresser avec force, contre toutes les discriminations en récusant toute hiérarchie ou compétition des racismes.

Si nous voulons être entendus, nous devons clairement faire entendre à tous les jeunes de notre pays, notre disponibilité et notre engagement dans la lutte, contre tous les racismes, toutes les vexations, les humiliations et les discriminations du quotidien.

Cinquième axe, les élections municipales.

Elles sont un front majeur et primordial de la lutte que nous engageons contre l'austérité et pour des alternatives de progrès à la crise actuelle.

C'est à cette bataille que nous allons consacrer toutes nos forces dans les deux mois à venir, en y concentrant tous les combats que je viens d'évoquer.

Car les élections municipales sont toujours un formidable creuset de politique et de citoyenneté.

Je l'ai dit, des politiques publiques locales vont être au cœur de l'affrontement politique dans les mois et les années à venir.

Les choix seront simples

- ou des choix de réduction drastique des dépenses des services publics, et les populations trinqueront lourdement.

- ou la poursuite de politiques publiques innovantes, faisant le choix du service public, de la solidarité, de l'égalité et du développement pour tous.

C'est évidemment ce choix qui est le sens de notre engagement partout en France, dans chaque commune où nous présentons des candidats.

Nous combattons pour cette raison avec détermination toute tentative de la droite ou de l'extrême droite de conquérir car le service public, l'égalité sans discrimination seraient les premières cibles.

Notre choix est tout autre. Il est celui de majorités municipales de gauche dans lesquelles et avec lesquelles il

faudra résister aux injonctions d'austérité du gouvernement.

Le gouvernement prétend imposer la programmation de 50 milliards de recul des dépenses publiques et fait des collectivités locales une de ses cibles prioritaires. Nous savons pour notre part le prix qu'il en coûterait aux populations si on le suivait dans cette voie. Nous l'acceptons d'autant moins que, comme je l'ai dit lors de mes vœux : « depuis toujours, nous avons mis notre énergie transformatrice au service des conquêtes ouvrières dans les municipalités populaires. Nous avons inventé socialement, culturellement, écologiquement, urbanistiquement, démocratiquement. Ce « communisme municipal » marque, non seulement les villes que nous gérons, mais l'ensemble du paysage communal national qui est le lieu d'un investissement public massif et souvent audacieux. Nous ne laisserons pas détruire ce tissu d'innovation communale ».

Et ceux qui veulent réserver aux communes le sort qu'ils réservent au budget de l'Etat nous trouveront sur leur route. Car ce qui se joue, ce sont des transports publics, des crèches, des renouvellement urbains, du logement social de qualité, de l'innovation écologique....

Nos maîtres-mot sont clairs et partout les mêmes. Service public de proximité, justice et solidarité, innovation et développement, ville pour tous, démocratie avec tous. La bataille va être rude dans les mois et les années à venir. Nous entendons la mener avec le maximum de forces. Désertier ces positions serait une grave erreur. L'heure est au contraire à leur renforcement.

C'est donc en toute transparence et en toute conscience des enjeux, en considérant nos responsabilités pour les populations, pour l'avenir du Front de gauche et notre ambition de refondation de la gauche, que nous avons fait nos choix de listes pour le premier tour. Au deuxième tour, notre règle sera partout le rassemblement pour assurer une victoire de gauche.

La note que vous a fournie le secteur élections détaille la diversité des situations locales. Mais je le constate tous les jours, dans mes déplacements sur le terrain, diversité ne signifie pas divergence entre communistes dans le sens de nos engagements. Le même esprit nous anime partout. Et tous les communistes que je rencontre ont à cœur la même ambition pour la gauche, l'avenir du Front de gauche et le renforcement de ses positions.

Nous vous proposons de valider des chefs de file de plus de 20 000 habitants qui nous restaient à avaliser. Partout, nous vous proposons de valider le choix effectué statutairement par les communistes.

Nous abordons d'ailleurs cette échéance avec beaucoup d'ambition, dans les villes que nous gérons, dans celles que nous espérons conquérir, et dans toutes les autres où nous entendons renforcer et la place des élus communistes et du Front de gauche.

La partie n'est pas gagnée. Il y a devant nous un énorme travail de conviction et de mobilisation.

Alors maintenant, concentrons toutes nos forces dans la campagne. Nous avons devant nous 9 semaines de mobilisation, de tractage, de réunions publiques, de présence sur les marchés, de porte à porte, bref, 9 semaines de campagne militante, politique au plus près des citoyens. Celle-ci sera à la fois un grand moment de démocratie et de bataille politique. Nous pouvons à l'occasion de ces municipales et à la faveur d'une belle mobilisation aller à la rencontre de centaines de milliers de nos concitoyens pour débattre avec eux, de leur vie et de la situation politique. Ces municipales peuvent aussi être un moment important de renforcement de notre organisation. Cette année encore, nous avons enregistré 5 000 adhésions nouvelles, nous devons continuer dans cette dynamique et les municipales peuvent être une belle opportunité.

Je le répète, il y a un énorme travail. Mais j'ai la conviction que mené jusqu'au bout avec détermination, il peut déboucher sur un renforcement de nos positions. Je pense que ceux qui, au PS, entendent nous tailler des croupières peuvent tous mordre la poussière. Pourquoi en effet, dans des villes populaires qui ont tant besoin de solidarité, choisir la gauche gouvernementale, celle de l'échec et du renoncement, plutôt que la gauche de la solidarité et du développement pour tous que nous respectons ?

Si nous tenons nos objectifs, ce serait au soir des élections une belle leçon politique et un bel atout pour la

suite des combats qui attendent le Front de gauche et la gauche.

Pour l'heure, le temps des choix, c'est le temps de la bataille. Viendra plus tard le temps des leçons à en tirer.

Lors de la rencontre du 17 janvier, nos camarades du PG nous ont interrogés sur nos choix pour les élections à venir. Vous avez vu notre compte-rendu de la rencontre. Il fait état de notre réponse. Elle tient en deux points.

Dans les 2 types d'élections à venir en 2015, régionales et cantonales, nous avons des listes Front de gauche dans 16 régions sur 21 en 2010. Quant aux cantonales, il y a belle lurette que le PCF y présente des candidats au premier tour. Nous souhaitons toutefois faire nos choix avec les communistes après les deux échéances à venir. Il nous paraît, en effet, responsable d'apprécier la situation politique alors créée, et par ailleurs, de disposer d'une appréciation plus fine des conséquences de changement de mode de scrutin cantonal et du redécoupage qui vise à nous marginaliser. Nous sommes favorables à un échange national avec les forces du Front de gauche sur ces points après les élections de 2014.

Permettez-moi d'ajouter une remarque, les élections municipales ont suscité un débat d'alliances dans le Front de gauche et le Parti, puis des choix dont nous aurons à tirer toutes les leçons après les résultats.

J'estime que l'un de ces points de débat devra être poussé et éclairci, car il y a des conséquences, non seulement sur nos choix de listes, mais sur notre comportement à l'égard des institutions locales ou nationales dans lesquelles nous siégeons.

La stratégie du Front de gauche dans laquelle nous sommes engagés pour construire une majorité alternative au pouvoir actuel de François Hollande est, elle, incontournable avec des alliances locales ou la participation des exécutifs où nous sommes minoritaires. Personnellement, je ne le crois aucunement, nous devons poursuivre ce débat.

Sixième question, les élections européennes suivront de très près l'échéance municipale. Mais en vérité, c'est le même combat contre les politiques d'austérité et de dumping social que sera prolongé. Nous pensons, pour notre part, que l'engagement de cette campagne est urgent et devrait se mener en concomitance avec les élections municipales.

Nous avons insisté sur cette urgence auprès de nos camarades du PG, le 17 janvier. Je crois pouvoir dire qu'elle est largement partagée dans les composantes du Front de gauche. La décision du PGE à Madrid de la désignation d'Alexis Tsipras est un atout supplémentaire qui nous encourage à accélérer notre entrée en campagne.

Le candidat des socialistes, l'allemand Martin Schulz, Président du Parlement européen, tentera certes de parler à gauche, mais il sera difficile pour lui de faire oublier qu'il est un soutien de la gauche coalition allemande.

Le sondage CEVIPOD, publié par le Monde, a confirmé qu'à l'égard des promesses politiques trahies, la défiance des Français à l'égard de l'UE était croissante. Le FN spéculera sur ce rejet pour prôner une sortie de l'euro sans aucune perspective de sortie de crise et de recul du chômage.

Notre message doit être entendu fort et clairement.

Non à l'austérité, aux diktats antisociaux de l'UE, à la tutelle des marchés financiers, au mépris des souverainetés populaires.

Oui, à une parole forte de la France qui fasse respecter ce message des Français, qui refusent le chantage de l'UE, et se battent pour la refondation d'une Union Européenne où les peuples soient souverains et associés pour le meilleur de la coopération et de la solidarité.

Nous serons, le 4 avril, partie prenante de la grande manifestation organisée par la CES pour interpellier les

candidats aux élections européennes sur les exigences sociales et la rupture avec l'austérité.

Nous serons co-organisateurs du sommet sur la dette organisée par le PGE avec Transform le 10 avril à Bruxelles.

D'ores et déjà, le calendrier européen d'Alexis Tsipras nous permet d'envisager une très grande initiative de mobilisation populaire en France, avec sa participation dans la semaine du 7 au 12 avril pour lancer la campagne du Front de gauche.

Alexis Tsipras sera d'ailleurs à Paris, les 3 et 4 février prochains pour une réunion européenne. Nous examinons la possibilité d'une première initiative publique qui lui permettrait de présenter le sens de cette candidature.

Nous travaillons à accélérer la discussion sur les listes avec le Front de gauche. Nos principes de discussion sont doubles : reconduire les sortants et répartir, entre composantes du Front de gauche, les nouveaux postes gagnables.

Nous vous proposons que le Parti désigne, pour sa part, d'ici là, le 8 février au minimum, ses chefs de file dans chaque circonscription, homme et femme. Pour le moment, ce pourrait être l'objet de discussions des directions fédérales par grandes circonscriptions. Viendra plus tard la validation par les communistes, quand la proposition de listes sera plus complète après nos discussions avec les parlementaires.

Vous savez que le PG, pour passer à cette étape de discussion sur les européennes, demande des règles d'utilisation du logo, notamment à Paris, pour passer à cette étape. Nous travaillons aux gestes d'apaisement nécessaire, dans l'esprit d'ailleurs auquel je me suis tenu depuis des mois.

Je veux terminer en souhaitant aux communistes beaucoup de bonheur dans leurs engagements.

Le Parti est à l'action. Il n'a jamais cessé de l'être. Il est déjà mobilisé sur le scrutin pour les municipales mais, il faut amplifier cet engagement. Il doit aussi prendre du temps pour discuter et analyser la situation et, j'espère que les comptes-rendu de cette session lui en fourniront l'occasion.

La direction nationale, avec ses secteurs thématiques et le comité du projet, intensifient son travail. Après la convention Europe, nous préparons une convention industrie. Hier, un séminaire national sur l'Economie Sociale et Solidaire s'est tenu ici même, demain plus de 350 acteurs de la ville, architectes, urbanistes, élus, plancheront, ici même, pour les premières rencontres Niemeyer sur la ville et l'Urbanisme.

Oui, nous sommes au travail et il faudra décidément compter avec le PCF pour écrire l'avenir de la gauche dans ce pays.